COMMUNE DE SEMOUSSAC

SÉANCE ORDINAIRE DU 1^{er} avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le 1^{er} avril à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, d'après convocations rédigées le 21 mars 2025, sous la présidence de Monsieur Marc BERTRAND, maire.

Étaient présents : BERTRAND Marc, BRIFFAULT Bernard, BOSSIS Alain, PRINCE Frédéric, DAVID Béatrice, DUMAS Anthony, NAVEAU Laura, ROY Guillaume.

Étaient absents excusés : OCTEAU Estelle pouvoir à Marc BERTRAND, GAUVIN Emmanuel pouvoir à BOSSIS Alain

Était absent : GUIRAL Gilles.

A été élue comme secrétaire de séance : ROY Guillaume

ORDRE DU JOUR :

- Approbation du procès-verbal de la réunion du 4 février 2025.
- Affectation des résultats.
- Vote du taux des taxes communales pour 2025.
- Présentation et vote du budget primitif 2025.
- Procédure de consultation des organismes d'assurance pour le risque santé par le centre de gestion.
- Demande de prêt de salle par l'association l'atelier de Marie.
- Encaissement du chèque pour la vente du photocopieur.
- Travaux de voirie 2025.
- Point sur les travaux de renouvellement du réseau d'eau Chez Ravet.
- Questions diverses

Le Conseil Municipal à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 4 février 2025.

Affectation des résultats.

Le Conseil municipal, après avoir approuvé le compte administratif de l'exercice 2024, Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire, Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023, Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	109 374,57 €
- un excédent reporté de :	363 524,90 €
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	472 899,47 €
- un déficit d'investissement de :	153 635,42 €
- un déficit des restes à réaliser de :	8 630,00 €

Soit un besoin de financement de : 162 265,42 €

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2024 : EXCÉDENT	472 899,47 €
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	162 265,42 €
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	310 634,05 €
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : DÉFICIT	153 635,42 €

Vote du taux des taxes communales pour 2025.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'avant le vote du budget primitif 2025, il est nécessaire de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles suivants :

- 1379, 1407 et suivants relatifs aux impositions directes locales,
- 1639 A et 1636 B sexies et suivants relatifs au vote des taux,

Le Maire rappelle que les taux de la commune sont inférieurs à la moyenne des taux du département.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

- de maintenir les taux d'imposition en 2025 par rapport à 2024 et de les fixer à :

	Taux 2025
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	31.30 %
Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties	36.07 %
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale	14.52 %
Cotisation foncière des entreprises	24.65 %

– d'autoriser Monsieur le Maire à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et le charge de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Présentation et vote du budget primitif 2025.

Le budget est présenté au Conseil Municipal, il s'équilibre à

- 573 134.05 € en fonctionnement
- 307 265.42 € en investissement

Approuvé à l'unanimité.

Procédure de consultation des organismes d'assurance pour le risque santé par le centre de gestion.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 827-1 et suivants du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 11 février 2025,

Exposé :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Le risque prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.
- Le risque santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,

Après la mise en place de cette participation obligatoire pour le risque prévoyance, celle-ci deviendra également effective au 1^{er} janvier 2026 pour le risque santé, pour un montant minimal fixé actuellement à 15 euros brut par mois et par agent.

La participation peut être accordée dans le respect de la procédure :

- soit de labellisation. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,
- soit de convention de participation, associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique, avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance.

Cette consultation est réalisée :

- soit par la collectivité,
- soit par le centre de gestion du ressort de la collectivité. Dans ce cas, la collectivité doit confier, préalablement à la consultation, un mandat au centre de gestion. A l'issue de la consultation, l'adhésion de la collectivité à la convention de participation proposée reste libre et donc sans obligation.

Après avoir entendu l'exposé,

Le conseil, après en avoir délibéré, décide :

- de retenir la procédure de convention de participation, avec son contrat d'assurance collective à adhésion facultative des agents, selon la procédure d'appel à concurrence organisée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime,
- de donner, ainsi, mandat au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque santé au 1^{er} janvier 2026.
- d'accorder une participation aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public et de droit privé dans l'effectif qui adhéreront au contrat collectif d'assurance conclu à l'issue de la procédure d'appel à la concurrence, et de fixer le niveau de cette participation comme suit :
  - Versement d'un montant unitaire mensuel brut de : Minimum : 15 euros

La participation sera confirmée par délibération, à l'issue de la procédure de consultation.

- D'autoriser le Maire à effectuer tout acte relatif à ce dossier, et notamment à transmettre au Centre de gestion toutes les données statistiques nécessaires à la consultation.

Demande de prêt de salle par l'association l'atelier de Marie

Monsieur le Maire informe que la Présidente de l'association l'Atelier de Marie sollicite le prêt d'une salle municipale afin d'exercer son activité.

Cette mise à disposition serait pour les lundis après-midi.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Décide de mettre à disposition de l'association l'atelier de Marie la salle du Conseil Municipal les lundis après-midi.

Encaissement du chèque pour la vente du photocopieur.

Le Maire informe que conformément à la décision du Conseil Municipal, l'ancien photocopieur a été vendu au prix de 400 €.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Décide d'encaisser le chèque de 400 € de Monsieur Kevin CASTAILLET pour la vente de l'ancien photocopieur

Travaux de voirie 2025.

Monsieur le Maire informe que le pont de Chantereine a été cassé par un poids-lourd. L'entreprise Colas propose de le remplacer par un pont cadre.

Les frais de remplacement de ce pont seront partagés avec la commune de Saint Martial de Mirambeau il faudra compter environ 6 000 €.

Le Maire informe que la commune de Saint Georges des Agouts est d'accord pour participer aux travaux d'enrobé au petit Maine et de bicouche à Flérac pour la somme totale de 8 428.68 € TTC. L'entreprise Colas fournira un devis pour Saint Georges et un devis pour Semoussac.

Devis busage Chemin les Vignères : Le Maire informe que le propriétaire de la parcelle à côté avait des peupliers dans son champ il les a coupés les peupliers n'absorbent plus l'eau de la source, l'eau cours dans son champ et le chemin est inondé.

Le Maire propose de faire buser ce chemin pour canaliser l'eau 4 560 € TTC.

Devis broyage 2025 : L'entreprise LAMOTHE a fait parvenir son devis pour les broyages de 2025 montant : 10 045.20 € TTC.

Busage Chez Ravet : Le Maire explique que la buse en place au niveau de la fin de la rue Principale est ancienne et n'était pas en béton armé elle s'est déformée et ne remplit plus correctement sa fonction.

L'entreprise chargée du renouvellement du réseau d'eau a fait parvenir un devis qui s'élève à 3 120 € TTC

Tranchée supplémentaire pour drainage à Flérac : L'entreprise Colas a refait le devis à la suite des observations formulées lors de la précédente réunion de Conseil Municipal le devis s'élève à 2 644.80 € TTC pour le surplus.

Point sur les travaux de renouvellement du réseau d'eau Chez Ravet.

Le Maire informe que les travaux avancent bien.

Un conseiller municipal propose de profiter de ces travaux pour réaliser l'élargissement de la route qui mène au village en effet, il devient difficile de se croiser sur cette route car les voitures et les engins agricoles sont de plus en plus imposants.

Le Maire pense que cette idée est bonne mais souhaite attendre que les accotements soient stabilisés avant d'entreprendre des travaux.

Questions diverses :

Régulation des pigeons dans le bourg : l'entreprise est intervenue et a tué 40 pigeons. Les arasures de toitures dans le bourg seront bouchées pour éviter les nidifications.

Le Maire informe qu'il a demandé un devis à l'entreprise Clean 17 pour nettoyer les vitres de la salle des fêtes qui sont trop hautes pour être faite par les employés communaux. Le montant du devis s'élève à 264 € TTC. Accord du Conseil

Un conseiller municipal suggère également de nettoyer la plaque commémorative du monument aux morts. Le Maire est chargé de se renseigner.

L'APOGE organise une course cycliste sur la commune le 11 mai 2025 et demande des signaleurs.

SIVOS :

Effectifs des écoles pour 2025-2026 : 43 maternelles et 61 primaires.

Le Maire informe qu'il a été élu 2^{ème} vice-président du SIVOS.

La participation s'élève à 120 € par habitant la commune compte 392 habitants soit une participation pour 2025 de 47 040 €.

SICM :

La participation au SICM sera de 28 € par habitant soit 10 976 €.

Le Maire donne lecture d'un mail provenant des propriétaires voisins de l'aire de jeux qui s'inquiètent du dispositif de filets pare ballons.

Rien ne restant à l'ordre du jour, Monsieur le Maire déclare la session close

La séance est levée à 22 heures 20.

Délibéré en séance, les jours et an susdits.

Rappel des délibérations prises au cours de la séance du 1^{er} avril 2025 : 2025AVR01, 2025AVR02, 2025AVR03, 2025AVR04, 2025AVR05, 2025AVR06.

Membres présents :

Noms	Prénoms	Fonctions	Signatures
BERTRAND	Marc	Maire	
BRIFFAULT	Bernard	1 ^{er} adjoint	

BOSSIS	Alain	2 ^e adjoint	
DAVID	Béatrice	Conseillère municipale	
DUMAS	Anthony	Conseiller municipal	
GAUVIN	Emmanuel	Conseiller municipal	Absent excusé
GUIRAL	Gilles	Conseiller municipal	Absent
OCTEAU	Estelle	Conseillère municipale	Absente excusée
PRINCE	Frédéric	Conseiller municipal	
ROY	Guillaume	Conseiller municipal	
NAVEAU	Laura	Conseillère municipale	